LA RECUPERATION POLITIQUE DES COOPERATIVES RURALES : QUAND LES STRUCTURES PAYSANNES DEVIENNENT DES RESERVOIRS ELECTORAUX EN COTE D'IVOIRE

KRA Kouamé Chérubin
Enseignant-Chercheur
Maître -Assistant en Sociologie économique
Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire) (UJLoG)
kouamecherubinkra@gmail.com
SILUÉ Iguélédjôh Annick
Enseignant-Chercheur
Maître -Assistante en Sociologie des organisations et du travail
Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo, Côte d'Ivoire
annicksilue@gmail.com

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO *Vol 3 N°9 – Octobre 2026*

Résumé

Actuellement, les coopératives rurales, qui ont pour objectif de favoriser la solidarité économique et l'implication collective des producteurs, occupent une place essentielle dans le contexte politique. Avec leur capital social robuste, leur ancrage communautaire et leur rôle d'intermédiaires institutionnels, ils représentent des cibles privilégiées pour les acteurs politiques. Le phénomène de récupération politique se manifeste par la nomination des dirigeants, l'octroi conditionnel de ressources publiques et l'utilisation des coopératives comme instruments de mobilisation électorale. Cette politisation s'appuie sur des processus de favoritisme, de dépendance institutionnelle et de structure oligarchique. Elle met en péril la gouvernance interne, menace l'indépendance collective et transforme progressivement les coopératives en pôles électoraux. En fin de compte, cette démarche pourrait détourner ces entités de leur mission socio-économique au profit d'objectifs partisans. Cette étude se fonde sur une méthode qualitative, recourant à deux axes d'examen qui se soutiennent l'un l'autre. À savoir :

- *Étude documentaire : nous mettrons l'accent sur certains chercheurs comme Robert*

Michels, connu pour ses travaux sur les structures politiques et associatives, en particulier la célèbre « loi d'airain de l'oligarchie » formulée par Michel Crozier et Erhard Friedberg. Dans leur livre « L'acteur et le système », ils

développent une vision stratégique des organisations. Nous ferons également référence à la théorie néo-institutionnelle de Hall & Taylor.

- *Étude conceptuelle et théorique : L'approche s'appuie sur l'association de notions*

issues de différentes traditions théoriques pour appréhender un phénomène similaire.

- *Le choix des leaders par cooptation*
- *Le favoritisme dans la distribution des ressources*
- *L'inscription des règles locales*

Mots-clés : *coopératives rurales, gouvernance, récupération politique, mobilisation électorale, Côte d'Ivoire*

Summary

Currently, rural cooperatives, which aim to foster economic solidarity and the collective involvement of producers, occupy a crucial place in the political landscape. With their robust social capital, strong community ties, and role as institutional intermediaries, they represent prime targets for political actors. This phenomenon of political co-optation manifests itself through the appointment of leaders, the conditional allocation of public resources, and the use of cooperatives as tools for electoral mobilization. This politicization relies on processes of favoritism, institutional dependence, and oligarchic structure. It jeopardizes internal governance, threatens collective independence, and gradually transforms cooperatives into electoral hubs. Ultimately, this approach could divert these entities from their socio-economic mission to partisan objectives. This study employs a qualitative method, using two mutually reinforcing lines of inquiry. Specifically:

- Literature review: We will focus on researchers such as Robert Michels, known for his work on political and associative structures, particularly the famous "iron law of oligarchy" formulated by Michel Crozier and Erhard Friedberg. In their book "The Actor and the System," they develop a strategic vision of organizations. We will also refer to the neo-institutional theory of Hall & Taylor.

- Conceptual and theoretical study: The approach relies on combining concepts from different theoretical traditions to understand a similar phenomenon.

• The selection of leaders by co-optation
• Favoritism in resource allocation
• The establishment of local rules

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

Keywords *: rural cooperatives, governance, political exploitation, electoral mobilization, Côte dIvoire*

Introduction

Les coopératives rurales, constituées il y a plus de cent ans dans le but de servir d'entités autonomes répondant aux besoins économiques, sociaux et organisationnels des agriculteurs, constituent un domaine d'étude privilégié pour la sociologie organisationnelle, la sociologie rurale, la sociologie économique ainsi que l'économie politique. Ils existent grâce à des dynamiques complexes fondées sur l'entraide communautaire, la régulation locale et la gestion des ressources dans des situations marquées par l'incertitude, la vulnérabilité économique et l'interdépendance sociale. Elles s'inscrivent dans la tradition internationale du mouvement coopératif, fondé sur le mutualisme, l'autonomie managériale et la démocratie économique. Les coopératives, au-delà d'être une illustration de l'économie sociale et solidaire, incarnent aussi des rapports de pouvoir, des formes de domination symbolique et des défis politiques souvent sous-estimés dans les écrits. Dans de nombreux contextes en Afrique, et plus spécifiquement dans les économies rurales de la Côte d'Ivoire, les coopératives ont progressivement acquis le statut d'intermédiaires entre les collectivités locales et l'institutionnalité. D'après la terminologie de Pierre Bourdieu, elles sont situées à l'intersection de plusieurs sphères sociales : le secteur économique (accès aux marchés, production), le domaine bureaucratique (organismes publics) et le domaine politique (partis politiques, élus, acteurs gouvernementaux). Ce poste positionne les coopératives dans une situation stratégique où la compétition pour les ressources, la légitimation des autorités locales et l'engagement électoral sont manifestes. La visibilité politique accrue des coopératives due à leur importance grandissante dans les politiques agricoles

publiques permet à certains intervenants de convertir le capital social des coopératives en capital politique.

Cette démarche correspond à un processus que nous désignons sous le terme d'*opportunisme politique*[1] : Un dynamique où des acteurs économiques et sociaux se métamorphosent en instruments de mobilisation électorale ou en porteurs de symboles au service de stratégies partisanes.

Pour comprendre ce phénomène, il est essentiel d'invoquer diverses écoles de pensée :
- La perspective wébérienne en sociologie sur la domination et la légitimité, qui contribue à comprendre comment les coopératives peuvent devenir des agents de domination rationnelle-légale ou traditionnelle.
- L'idée de Bourdieu sur le capital, spécifiquement la conversion du capital social en capital politique.
- L'approche sur les biens communs d'Elinor Ostrom, qui illustre comment les règles locales peuvent être contournées ou déformées par des acteurs étrangers.
- La théorie oligarchique des organisations de Robert Michels, qui illustre la propension structurelle des organisations à centraliser le pouvoir.
- Les recherches concernant le favoritisme dans les zones rurales (James C. Scott, Béatrice Hibou, Jean-François Bayart).
- Analyse du phénomène de la « capture institutionnelle » dans le secteur public.

Cette question implique l'examen des :
- Mécanismes politiques et sociaux de la récupération politique,
- Les effets sur la gouvernance interne des coopératives,

[1] Récupération politique

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

- Les transformations des solidarités en milieu rural, - L'impact sur la construction de la légitimité politique dans les régions rurales.

La motivation de cette étude repose sur le constat que les coopératives rurales ivoiriennes, initialement conçues comme des instruments d'organisation collective, de solidarité et d'amélioration des conditions économiques des producteurs, peuvent également devenir des espaces de mobilisation et d'influence politiques. Leur capacité à regrouper de nombreux producteurs en fait des structures particulièrement intéressantes pour les acteurs politiques à la recherche de relais locaux et de soutiens électoraux. L'étude vise ainsi à comprendre comment et pourquoi les coopératives peuvent passer d'une logique de défense des intérêts paysans à une logique d'instrumentalisation politique. Elle cherche notamment à analyser les rapports de dépendance liés au financement, à l'accès aux ressources, aux équipements et aux programmes publics, ainsi que leurs effets sur l'autonomie des organisations paysannes. Sur le plan sociologique, cette recherche présente donc un intérêt majeur puisqu'elle permet d'étudier les rapports entre économie, pouvoir et politique dans les espaces ruraux. Elle met surtout en évidence une tension entre autonomie paysanne et dépendance politique, entre finalités économiques des coopératives et stratégies de mobilisation électorale. L'objectif est finalement de montrer que la coopérative rurale n'est pas uniquement une organisation économique : elle constitue également un espace de pouvoir, de négociation, de solidarité et éventuellement de récupération politique.

2. Méthodes

Cette étude adopte une approche qualitative à visée compréhensive, adaptée à l'analyse de la récupération politique des coopératives rurales en Côte d'Ivoire. Elle cherche à

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

comprendre les logiques, les représentations, les pratiques et les rapports de pouvoir qui se développent entre producteurs, responsables de coopératives et acteurs politiques. La population d'étude sera composée de producteurs membres de coopératives, responsables coopératifs, dirigeants d'organisations paysannes, élus locaux, responsables politiques et agents des services agricoles. Un échantillonnage raisonné, complété par la méthode boule de neige, pourra être utilisé afin d'identifier les acteurs ayant une expérience directe du phénomène. Environ 50 enquêtés ont été retenus, avec un ajustement progressif selon le principe de saturation des données. La collecte des données repose principalement sur des entretiens semi-directifs, permettant aux enquêtés de s'exprimer librement sur les relations entre coopératives et acteurs politiques. Ces entretiens ont été complétés par l'observation directe des réunions et activités coopératives ainsi que par l'analyse documentaire des statuts, procès-verbaux, rapports d'activités et documents institutionnels. La triangulation de ces différentes sources nous a permis de confronter les discours aux pratiques observées. Les données recueillies font l'objet d'une analyse thématique de contenu. Le codage s'est porté notamment sur les ressources mobilisées, les relations politiques, les formes de mobilisation électorale, les mécanismes de dépendance, les stratégies de négociation, ainsi que les effets sur l'autonomie et la cohésion des coopératives. L'analyse a cherché également à identifier les divergences entre les discours des différents acteurs, afin de comprendre le caractère négocié et parfois ambivalent de la récupération politique. Enfin, l'étude est confrontée à certaines limites, notamment la sensibilité du sujet, la réticence des enquêtés à évoquer certaines pratiques politiques, les biais liés aux déclarations et les difficultés d'accès à certains acteurs ou documents. Toutefois, la combinaison des entretiens, de l'observation, de l'analyse documentaire et de la triangulation a

permis de renforcer la crédibilité et la profondeur sociologique des résultats.

2.1. Analyse documentaire

Inspiré de l'étude de Robert Michels sur les organisations politiques et associatives, on fait souvent référence à la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie » : Du fait de leur structure et de leur nécessité d'une coordination, toutes les organisations démocratiques ont tendance à concentrer l'autorité entre les mains d'un petit groupe de dirigeants. Selon son point de vue : les responsables bénéficient d'un avantage en matière d'information et de stratégie, leur conférant le pouvoir de contrôler les prises de décisions. Souvent, l'organisation est dirigée par une oligarchie, et la démocratie interne n'est qu'une simple façade. Cette logique démontre pourquoi les coopératives ou autres entités collectives peuvent être prises d'assaut par les élites. Pour ce qui est de Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977), dans leur livre « L'acteur et le système », ils développent une approche stratégique relative aux organisations. Selon ces auteurs, les organisations ne sont pas des entités neutres, mais plutôt des sphères de pouvoir où des acteurs dotés d'une certaine marge de manœuvre négocient, influencent et défendent leurs intérêts. L'autorité repose sur la gestion des zones d'incertitude, soit les éléments que l'organisation ne peut maîtriser sans le soutien de certains intervenants. De plus, les conflits, les négociations et les coalitions internes sont des éléments essentiels de la dynamique organisationnelle. Cette méthode met l'accent sur la valeur stratégique et relationnelle dans chaque organisation, y compris les coopératives. Selon Hall & Taylor (1996), on fait référence à la théorie néo-institutionnelle. Ces derniers mettent en œuvre une perspective néo-institutionnelle adaptée aux organisations, qui s'articule autour de quatre composantes principales : Il est important de noter que les organisations sont façonnées par les institutions sociales,

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

culturelles et réglementaires qui guident leur comportement et leurs pratiques. Le respect des normes institutionnelles (règles explicites ou implicites) assure l'efficacité, La durabilité organisationnelle et la légitimité ; les acteurs impliqués dans ces organisations sont motivés non seulement par des buts économiques, mais aussi par la nécessité de maintenir leur légitimité sociale et institutionnelle. Ce point de vue souligne l'impact des influences extérieures sur les organisations, allant de l'engagement politique à l'exploitation par des intervenants externes. En conclusion, nous devons soutenir que toutes les structures aspirent à concentrer le pouvoir entre les mains de quelques individus (oligarchie) (Michels). L'autorité est un élément négocié, stratégique et dépend de la maîtrise des zones d'incertitude (Crozier & Friedberg). En outre, les structures organisationnelles sont insérées dans des institutions qui légitiment ou contraignent leurs activités (Hall & Taylor). L'application conjointe de ces approches nous aide à réaliser que les coopératives et autres organisations collectives peuvent être sujettes à une oligarchisation interne, manipulées par des acteurs externes et contraintes par des régulations institutionnelles, ce qui pourrait justifier leur potentiel d'appropriation politique.

2.2. Analyse conceptuelle et théorique

Cette méthode s'appuie sur l'intégration de notions issues de différentes traditions théoriques pour appréhender un phénomène similaire.

- Le choix des leaders par le biais de la cooptation (Michels + Bourdieu)

L'entrecroisement des points de vue de Robert Michels et Pierre Bourdieu donne une meilleure compréhension du processus de sélection des leaders, en combinant deux approches théoriques : celle de la bureaucratie et du contrôle organisationnel (Michels), avec celle des sphères sociales, du capital et des manœuvres de pouvoir (Bourdieu).

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

- Le favoritisme (népotisme) en matière de répartition des ressources (Scott + Bayart)

L'intersection permet d'appréhender le clientélisme des ressources tant comme un moyen de survie et d'autonomisation locale (Scott), que comme une méthode de consolidation et de pérennisation du pouvoir élitaire (Baïart). C'est un processus qui fusionne résistance et domination, où les acteurs mobiles locaux constituent des ressources pour leur survie ou pour maintenir leur fidélité, tout en étant impliqués dans des dynamiques de dépendance et de contrôle politiques.

- L'inscription (l'enregistrement) des règles locales (Ostrom)

La notion selon laquelle la gestion des ressources communes ou des structures collectives, comme les coopératives, est grandement déterminée par les règles et standards propres à chaque communauté ou contexte local est centrale dans la réappropriation des coopératives par la politique, en se basant sur les régulations locales d'Elinor Ostrom. Selon Ostrom, pour que la gestion collective soit efficace, les règles doivent être adaptées aux caractéristiques spécifiques de la ressource, à la communauté qui l'utilise et à ses enjeux. Ces normes locales, qu'elles soient officielles ou non, régulent la participation, le contrôle, la pénalité et la résolution des conflits.

Lorsqu'un homme politique s'engage pour acquérir ou récupérer le contrôle d'une coopérative, cela peut engendrer des tensions avec ces normes locaux. La prise par le politique peut :

- Minimiser (éroder) l'indépendance locale : en mettant en œuvre des règles ou des structures qui ne s'alignent pas avec celles établies par la communauté.
- Perturber la gouvernance locale : en dérangeant les mécanismes d'auto-organisation qui ont garanti le fonctionnement efficace de la coopérative.

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

Selon Ostrom, l'aspect crucial pour favoriser une gestion efficace des ressources ou des institutions serait d'identifier et d'intégrer ces normes locales dans le processus de gouvernance. Il est donc primordial pour la reprise politique d'intégrer ces principes pour éviter l'échec ou la résistance, et favoriser une gestion durable et coopérative.

- **Le pouvoir symbolique (Bourdieu + Weber)**

L'essence pour comprendre la domination symbolique ici est que le pouvoir politique, par sa capacité à imposer ses propres visions et à justifier ses actes, peut transformer la signification originelle des coopératives, les transformant d'instruments de libération en instruments de contrôle. Bourdieu insiste sur la légitimité de cette domination et le mécanisme par lequel elle est intégrée par les acteurs, alors que Wéber se focalise sur la dimension tactique et conflictuelle de cet acte, soutenant que cette appropriation n'est jamais neutre mais empreinte d'enjeux de pouvoir.

- **L'usage organisationnel en tant qu'instrument (Crozier & Friedberg).**

L'analyse de l'usage organisationnel de Crozier et Friedberg, dans le contexte du réinvestissement des coopératives par le biais de la politique, s'appuie sur leur théorie du jeu d'acteurs et de la régulation stratégique. Dans leur ouvrage fondamental « Le phénomène bureaucratique » (1977), Crozier et Friedberg mettent en avant la façon dont les individus au sein des structures organisationnelles utilisent leur marge de manœuvre pour préserver leurs intérêts, souvent face à des limitations externes ou à des enjeux de pouvoir. Dans le cadre des coopératives, cette approche permet d'examiner comment différents intervenants ou entités politiques pourraient tenter de manipuler ces structures pour réaliser leurs buts stratégiques. On peut exploiter politiquement les coopératives en utilisant leur valeur

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

symbolique et leur influence socio-économique pour légitimer certaines initiatives ou orienter leur gestion en fonction d'enjeux partisans, plutôt que de privilégier leur développement autonome. Selon Crozier et Fried Berg, cette approche stratégique s'intègre dans une dynamique de pouvoir où les participants exploitent la structure pour maximiser leurs profits, ce qui peut entraîner une dégradation de l'efficacité et de l'autonomie des coopératives.

L'examen de ces mouvements permet de repérer les risques d'instrumentalisation des coopératives à des fins politiques, tout en concevant des stratégies pour préserver leur indépendance et leur mission sociale.

• **Les théories de la gouvernance conjointe (Ostrom),**
Les travaux d'Elinor Ostrom mettent en évidence des principes fondamentaux pour une gestion partagée efficace, comme l'implication directe des acteurs, la définition claire des règles, le contrôle réciproque et la résolution de conflits par médiation. Dans le contexte de la prise en main des coopératives par les politiques, cette approche insiste sur l'importance d'une gouvernance participative et autogérée pour prévenir une perte d'autonomie et une bureaucratisation. Une mesure politique inadaptée peut nuire à la légitimité, réduire l'engagement des membres et mettre en péril la pérennité des coopératives. Ainsi, une gouvernance collaborative intégrant les autorités et les utilisateurs dans un processus de co-construction favorise la pérennité et l'acceptabilité des coopératives tout en évitant les effets nuisibles d'une gestion trop centralisée ou externalisée.
En plus de ces théories, nous pouvons convoquer : la théorie du clientélisme politique constitue l'approche centrale, puisqu'elle permet d'analyser les échanges entre acteurs politiques et organisations paysannes, notamment lorsque des ressources, des avantages ou des soutiens sont échangés contre une mobilisation

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

ou une loyauté politique. La théorie de la dépendance aux ressources complète cette analyse en montrant que la dépendance des coopératives à l'égard des financements, équipements, programmes publics ou réseaux institutionnels peut favoriser leur influence par les acteurs politiques. Enfin, l'approche néo-institutionnelle permet d'examiner les règles formelles et informelles qui encadrent le fonctionnement des coopératives et les écarts éventuels entre les principes de gouvernance et les pratiques réelles. L'articulation de ces approches conduit à considérer la récupération politique comme un processus de transformation du capital organisationnel, social et économique des coopératives en ressources politiques et électorales. Elle permet également de mettre en évidence son caractère ambivalent : les coopératives peuvent rechercher auprès des acteurs politiques des ressources nécessaires à leur développement, tandis que ces derniers peuvent utiliser les réseaux coopératifs pour renforcer leur influence et leur mobilisation électorale. Ainsi, le cadre théorique retenu permet d'analyser la tension fondamentale entre autonomie des organisations paysannes, dépendance aux ressources et instrumentalisation politique, tout en considérant les producteurs comme des acteurs capables de négocier, de résister ou de tirer profit de ces relations.

3. Résultats

3.1. Le capital social coopératif comme ressource politique

Le capital social coopératif est un enjeu politique majeur pour la reconnaissance et l'expansion des coopératives. C'est une illustration de tous les liens, la confiance, le soutien mutuel et l'implication des adhérents de la coopérative, qui valorisent la participation démocratique et la cohésion sociale. Comme instrument politique, il aide à renforcer la légitimité, à améliorer l'efficacité de l'action collective et à sauvegarder les intérêts

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

institutionnels communs en réponse aux acteurs économiques et politiques traditionnels. De ce fait, le capital social coopératif stimule l'indépendance des membres, l'établissement d'une identité partagée et l'implication dans des enjeux sociaux, économiques ou environnementaux.

En somme, il constitue la base du pouvoir et de l'influence des coopératives, leur permettant de fonctionner comme des acteurs politiques à part entière dans leurs zones géographiques. Les coopératives disposent d'un capital social dense :

- Réseaux de réciprocité,
- Confiance dans l'entité,
- Esprit collaboratif,
- Authenticité communautaire.

Selon Bourdieu, le capital social se rapporte à l'ensemble des ressources liées aux relations interpersonnelles et à la reconnaissance sociale d'une personne ou d'un groupe. Cela peut se convertir en capital politique, étant donné que les plateformes de médias sociaux peuvent conférer une influence et une légitimité qui facilitent l'accès aux positions de pouvoir. L'utilisation stratégique du capital social donne aux acteurs la possibilité d'accéder à des ressources politiques en utilisant leur réseau pour profiter d'opportunités. Bourdieu souligne que ce changement dépend souvent de la capacité à gérer efficacement ses relations et à tirer parti de sa renommée et de sa crédibilité. Les stratégies de mobilisation incluent également la création d'alliances et la gestion des intérêts communs au sein d'un réseau. Ainsi, le capital social devient un instrument pour renforcer la position politique et accroître l'influence dans le domaine social. De ce fait, les acteurs politiques tentent de s'engager dans les coopératives afin d'exploiter ce réseau social actif[2]. Cette dynamique démontre comment la gestion et

[2] Il se crée une certaine affinité les responsables des sociétés coopératives et les responsables politique des régions. Et pour avoir cette main mise cette population, les responsables de ces sociétés coopératives sont la

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

l'utilisation du réseau social peuvent se manifester par une réalité politique concrète.

« *La présidente de notre coopérative, c'est la nièce de notre maire, donc des fois il nous vient en aide. Et des fois lorsqu'il a besoin de nous, on est là quoi. Par exemple avant les élections, il y avait des femmes qui n'avaient pas de pièce d'identité, il a donné l'argent et puis on établit leur pièce. […], ces femmes ont pris leur du parti, c'est ce qui est normal* » Membre d'une coopérative de vivrier de D

« Coopérative là, nous on est dedans parce qu'on nous a demandé d'être dedans, sinon moi je ne vois pas ce qu'on fait ici. C'est lorsqu'on s'approche des élections qu'on sait qu'il y a une coopérative » Membre d'une coopérative de K

3.2. Cooptation des élites et oligarchisation (Michels)

La théorie de la « loi d'airain de l'oligarchie » indique que : toute organisation a pour tendance à concentrer le pouvoir entre les mains d'un nombre restreint de dirigeants, situation qui s'applique également aux coopératives dans nos zones rurales, malgré leurs visées initiales démocratiques. Ce phénomène se produit souvent lorsque les politiques tentent de prendre le contrôle des coopératives ou de les orienter en leur faveur. Les dirigeants politiques peuvent tirer parti des coopératives pour consolider leur légitimité ou étendre leur impact économique, social et politique. Cette procédure de rétablissement peut porter atteinte à l'autonomie et au but initial des coopératives, qui visent généralement la participation démocratique et la répartition équitable des bénéfices.

En réalité, cette tendance révèle une dynamique où l'élite ou l'oligarchie s'approprie les centres de pouvoir pour préserver ses

plupart des leaders communautaires comme des présidents des jeunes, la présidente des femmes, les jeunes diplômés mais qui se retrouvent au village.

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

propres intérêts. L'usage politique des coopératives participe également à réduire leur capacité à fonctionner comme des réponses économiques véritablement démocratiques. Ce procédé illustre comment, malgré leur vocation égalitaire, ces entités peuvent servir d'outil aux élites pour renforcer leur ascendant.

Il est vrai que les élites de coopération jouent un rôle essentiel dans la structuration sociale des zones rurales en Côte d'Ivoire. Elles servent d'intermédiaires entre les acteurs politiques et les communautés rurales. Leur position leur confère un poids considérable dans l'organisation des communautés. Ils encouragent la communication et la propagation des messages politiques. Elles servent souvent de moyen de mise en œuvre des politiques publiques dans ces régions. Leur légitimité auprès de la population leur offre l'opportunité d'influencer les choix électoraux. En agissant en tant qu'intermédiaires privilégiés, elles participent à la consolidation du pouvoir local :

- Répercussions en matière de conseils,
- Prix symboliques,
- Soutien institutionnel conditionnel,
- Soutien politique discret mais efficace.

Leur coopération avec les responsables politiques contribue à accorder de la légitimité à ces derniers aux yeux des résidents des régions rurales. Leur intégration dans des réseaux locaux renforce leur capacité d'action. Toutefois, cette connexion peut aussi engendrer des dépendances ou manipulations, rendant difficile l'établissement d'une démocratie, dans la mesure où les gouvernants ont tendance à privilégier leurs intérêts personnels et leur persistance au pouvoir plutôt que ceux de la majorité. Les aspirations personnelles ou collectives des politiciens, qui se laissent fréquemment influencer par leurs intérêts personnels, participent à ce processus en détournant les institutions de leur objectif initial. Ainsi, même dans des systèmes démocratiques,

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

l'oligarchie peut apparaître et limiter la véritable participation des citoyens. Le défi est aussi associé à la tendance des élites à concentrer l'information et influencer l'opinion publique afin de préserver leur pouvoir. Par conséquent, afin de maintenir une autonomie démocratique, il est nécessaire d'avoir une surveillance continue et des contre-pouvoirs efficaces. Sans cette action, la démocratie risque de se réduire à une simple illusion, sous la surveillance incessante des élites. En résumé, les élites coopératives paraissent avoir une importance capitale dans le développement politique rural en Côte d'Ivoire.

« *Mon frère, notre coopérative là, ce n'est pas pour nous, c'est pour le ministre. Parce que regarde, c'est lui qui à choisi le président et son bureau or il est dit que c'est nous qui devons choisir le président, ça c'est de un, de deux c'est que toutes les décisions qu'on prend là est toujours transformé si ça n'arrange pas ce monsieur, voilà pourquoi moi je dis ce n'est pas coopérative, c'est petit parti politique du parti au pouvoir du ministre* » Membre d'une coopérative de cacao de D

« *Depuis cette coopérative a été créée, ça fait 10 ans, c'est elle seule qui est présidente, si quelqu'un se lève et puis décidé de se présenter on trouve quelque chose contre toi et puis tu es écartée. Et puis tu quittes la coopérative hein. […] c'est elle qui a crée sa chose et puis tu vas venir faire élection contre elle, non ce n'est pas possible* » membre d'une coopérative de vivrier de S

3.3. Clientélisme rural : échanges asymétriques

Les coopératives implantées dans les zones rurales jouent un rôle déterminant dans l'avancement économique et social des communautés. Ces plateformes permettent aux agriculteurs auxiliaires et aux habitants de mutualiser leurs ressources, d'accéder aux marchés et de renforcer leur pouvoir face à des

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

intervenants extérieurs. Cependant, leur fonctionnement peut être influencé par les dynamiques des clients en milieu rural. Cela indique une relation de dépendance déséquilibrée où certains acteurs, habituellement des figures influentes ou des chefs locaux, utilisent leur autorité pour en bénéficier personnellement ou politiquement aux dépens des membres de la coopérative. Ces échanges déséquilibrés instaurent une dynamique de pouvoir inégale, où les bénéficiaires ne sont pas forcément les plus vulnérables ou les plus exposés. Le népotisme (Le clientélisme) peut instaurer un système de favoritisme perpétuel, entravant la transparence et l'implication démocratique au sein des coopératives. Cela nuit également à leur crédibilité et à leur efficacité, en s'écartant de l'objectif principal de solidarité commune. Ces interactions peuvent favoriser une dépendance qui nuit à l'indépendance des membres et aggrave les inégalités sociales. Pour contrer cette tendance, il est essentiel de promouvoir une gestion transparente, de renforcer la démocratie interne et de sensibiliser les membres à l'importance des questions gouvernementales. Pour assurer un développement rural juste et durable au sein de ces structures, il est crucial de lutter contre le favoritisme en favorisant des échanges plus équilibrés basés sur une collaboration authentique.

James C. Scott a prouvé que, dans les sociétés agraires, l'échange politique repose sur :

- Le besoin de protection,
- La dépendance économique,
- La crainte de perdre l'accès aux ressources.

Ainsi, les coopératives évoluent pour devenir des « *plateformes d'échange politique* » : les services, les intrants, les machines et les infrastructures représentent la loyauté électorale. Ces facteurs, qui étaient auparavant strictement économiques, ont maintenant une connotation politique en étant exploités lors de

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

campagnes ou pour modeler l'opinion publique. Les coopératives se transforment de ce fait en espaces d'interaction où se combinent les intérêts politiques et économiques. Ce développement suggère une participation de plus en plus grande dans le domaine politique, où ces organisations assument un rôle clé en apportant leur soutien aux acteurs politiques, qu'ils soient locaux ou nationaux. Toutefois, cette progression suscite des interrogations majeures concernant la neutralité de ces coopératives. Si elles se transforment en plateformes de dialogue politique, elles courent le risque de compromettre leur autonomie et leur objectif d'origine. Finalement, ce phénomène pourrait influencer la gouvernance à l'échelle locale et affecter la confiance des membres dans ces organisations.

3.4. Mise en scène politique et rituels publics

La représentation politique et les cérémonies publiques ont une grande influence sur l'identité des coopératives et leur légitimité sociale. En organisant des événements, des rassemblements ou des cérémonies, ces entités renforcent leur image d'acteurs engagés et responsables. Cependant, face à une politisation croissante, ces rites pourraient devenir des zones de conflit ou de contestation, révélant des tensions internes ou externes. Ainsi, l'emploi de la mise en scène peut soit exprimer une neutralité, soit indiquer un lien idéologique, selon la situation. La politisation peut aussi transformer ces moments en scènes propices à l'expression de revendications ou à la direction du débat public.

En outre, la manière dont les événements sont présentés influence la perception du public quant à leur rôle social et politique. L'emploi de symboles dans ces rites contribue à renforcer la cohésion interne tout en modifiant leur lien avec le champ politique. En somme, l'organisation et les rituels publics deviennent des outils stratégiques face à la politisation, oscillant

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

entre l'affirmation de valeurs et la gestion des tensions. Les assemblées générales, les allocations de ressources et les formations se métamorphosent en routines politiques régulières nécessitant la présence d'officiels, des discours légitimants et la création d'alliances symboliques.

3.5. Capture institutionnelle

L'augmentation de la sensibilité des coopératives aux influences politiques peut être due à leur dépendance financière, habituellement associée à leur besoin de ressources extérieures. Ces coopératives, en recherchant des financements publics ou privés, pourraient mettre en péril leur autonomie en contrepartie de fonds. Cette condition permet au domaine politique d'exercer une influence sur leurs actions ou décisions en échange d'un soutien financier. L'assujettissement économique limite ainsi leur capacité à agir de façon indépendante, renforçant un lien de dépendance qui pourrait nuire à leur mission sociale et à leur gouvernance. Pour résumer, l'élément monétaire expose les coopératives à une ingérence politique plus forte, ce qui risque de convertir leur autonomie en un instrument au service d'intérêts politiques. Cette dépendance impacte ces coopératives, dont la plupart sont confrontées à des problèmes économiques menaçant leur autonomie, entraînant une uniformisation de leurs démarches sociales et principalement une politisation de leurs décisions internes.

Ces organisations, sujettes à des pressions politiques, courent le risque de voir leur mission sociale soit déviée, soit standardisée. Cela peut aussi conduire à une politisation de leurs décisions internes, ce qui risque d'entraver leur fonctionnement démocratique et leur singularité. De plus, cette dépendance économique ou politique peut exposer ces coopératives à la vulnérabilité en cas de modifications des gouvernements ou des politiques publiques. Cette dépendance est accentuée par

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

l'affrontement face aux difficultés économiques, car elles ont fréquemment recours à une aide extérieure pour perdurer. Toutefois, cela pourrait également nuire à leur identité coopérative qui repose sur l'indépendance et la solidarité. En définitive, cette dépendance représente un enjeu crucial pour maintenir l'indépendance et la variété des approches sociales des coopératives.

3.6. Fragilisation des règles coopératives

Il arrive fréquemment que la politisation des coopératives viole les principes fondamentaux d'Elinor Ostrom en érodant l'autonomie des acteurs locaux. Pour commencer, un des postulats fondamentaux d'Ostrom est l'autogouvernance par les utilisateurs eux-mêmes, fondée sur des règles adaptées au contexte local. Toutefois, lorsque des facteurs politiques sont impliqués, les décisions ont fréquemment pour origine des intérêts externes. Cela restreint la possibilité pour les membres de formuler collectivement des règles légitimes. Par la suite, Ostrom met l'accent sur l'importance d'une implication authentique des utilisateurs dans les processus décisionnels. La politisation a l'habitude de concentrer le pouvoir entre les mains de dirigeants ou d'élites partisanes. Cette concentration porte préjudice à la délibération et à la démocratie interne. Un autre aspect crucial est la clarté des règles et des obligations. La politique est souvent source d'objectifs flous ou contradictoires. Cela complexifie l'apprentissage et la compréhension des règles pour les membres. Ostrom a aussi souligné l'importance d'avoir des systèmes de contrôle et de sanctions graduées. La politisation peut conduire à une application biaisée ou discriminatoire des sanctions. Cela sape la confiance et l'équité au sein de la coopérative. Pour Ostrom, l'indépendance vis-à-vis des autorités extérieures est essentielle. La politisation compromet cette indépendance, ce qui pose un risque pour la durabilité de la collaboration. En effet, la politisation enfreint

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

souvent les principes fondamentaux d'Ostrom, comme les règles internes, l'égalité de participation, le contrôle réciproque et les sanctions graduées. Les acteurs politiques introduisent des logiques extérieures qui perturbent l'autorégulation.

3.7. Recomposition des solidarités internes

L'implication politique des coopératives peut remodeler les solidarités internes de diverses manières, à la fois positives et négatives. D'un côté, elle peut réorganiser les solidarités en s'appuyant sur des identités politiques plutôt qu'en se focalisant sur des intérêts de collaboration partagés. Les personnes ont alors souvent tendance à se regrouper en fonction de leurs affinités idéologiques, ce qui menace l'unité horizontale initiale. La dynamique d'aide économique ou sociale peut être éclipsée par la logique politique. De plus, la politisation peut instaurer une hiérarchie entre les différentes formes de solidarité. Des organisations ayant des relations étroites avec les autorités politiques ou les dirigeants bénéficient d'un accès privilégié aux ressources, ce qui renforce le clientélisme au détriment de la solidarité universelle. Cela sape la confiance et le sentiment de justice parmi les membres. Cependant, dans certains contextes, la politisation peut aussi reconfigurer positivement les solidarités. Elle est apte à renforcer la collaboration en liant la coopérative à des luttes sociales plus larges (droits, reconnaissance, justice sociale), renforçant ainsi un sentiment de communauté partagée. Ainsi, les solidarités revêtent un aspect plus « militant » qu'exclusivement économique. En définitive, cette réorganisation influence les dynamiques de fidélité : le lien avec la coopérative peut être substitué par un dévouement à des leaders ou des courants politiques, transformant radicalement la nature du rapport coopératif et de la solidarité interne. Cela provoque des conflits internes, une rivalité entre groupes, conduisant à l'émergence de coopératives insurrectionnelles qui mènent directement à une réorganisation des alliances locales.

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

4. Discussion

4.1. Une lecture par les champs sociaux (Bourdieu)

L'intégration de la politique au sein des coopératives rurales déclenche différents axes sociaux et de pouvoir qui se superposent et transforment les rapports internes et externes. D'abord, cela génère un champ politique interne, où les positions au sein de la coopérative sont reliées à des collaborations politiques, à la loyauté envers des leaders locaux ou à l'accès aux ressources gouvernementales (Pierre Bourdieu, 1979 : 35 ; Pierre-Laurent Simoëns, 2010 : 25 ; Putnam, Robert D., 2000 : 68). Dès lors, les élections internes prennent une dimension politique. Elle définit par la suite un secteur économique influencé par la politique, où l'accès au financement, aux ressources, aux aides et aux marchés est régulé par des rapports de force plutôt que par des standards coopératifs formels. Les avantages économiques se convertissent en instruments de mobilisation ou de surveillance (Francis Fukuyama, 1995 : 123 ; Pierre-Laurent Simoëns, 2010 : 45). Un domaine symbolique est également en cours de formation, qui repose sur la légitimité, le discours idéologique et la capacité à se présenter comme représentant de « l'intérêt collectif » ou du « monde rural ». D'après Pierre Bourdieu (1979), les dirigeants engagés politiquement accumulent du capital symbolique afin de fortifier leur emprise. En outre, la politisation crée un terrain d'hostilités et de négociations, opposant les groupes dominants aux groupes marginalisés au sein de la coopérative. Ces conflits peuvent être soit cachés, soit évidents, redéfinissant ainsi les solidarités locales (Putnam, Robert D., 2000 :70). En somme, un lien de collaboration externe lie la coopérative aux partis politiques, à l'État et aux ONG. De ce fait, la coopérative ne se limite pas à être un outil économique, elle devient également une entité politique locale imbriquée dans des rapports de force à diverses

échelles (Pierre Bourdieu, 1979 :17 ; Francis Fukuyama, 1995 : 109).

4.2. Logiques wébériennes de domination

Selon Max Weber, la domination repose sur la possibilité pour un acteur d'obtenir l'obéissance d'un groupe spécifique. L'étude de la récupération politique des coopératives peut s'effectuer à partir de ses trois formes idéales de domination : traditionnelle, charismatique et légale-rationnelle. L'établissement de la domination traditionnelle se produit lorsque des acteurs majeurs locaux, tels que les responsables de village ou les notables ruraux, s'emparent du contrôle de la coopérative en s'appuyant sur des relations d'autorité transmises. Ainsi, la coopérative devient une extension des hiérarchies sociales existantes, et l'obéissance repose sur la tradition et la loyauté personnelle.

Le charisme se révèle lorsqu'un leader politique ou syndical se transforme en une figure galvanisante. Il légitime son autorité par son charisme, ses discours passionnés ou sa faculté à promettre des moyens. La structure de la coopérative se focalise sur l'individu plutôt que sur des normes collectives. En définitive, la bureaucratisation de la coopérative illustre l'expression de la domination légale-rationnelle. Les statuts, les règles et les procédures administratives visent à formaliser et garantir la stabilité du pouvoir (Francis. Fukuyama, 1999 :99). Cette réorganisation facilite une récupération politique en masquant des rapports de domination sous le prétexte de la légalité et de la technicité. En fait, ces formes de domination sont souvent hybrides. L'association de ces facteurs transforme la coopérative en un instrument de contrôle politique, sapant sa démocratie interne et détournant son but coopératif au profit d'intérêts prépondérants. Ces dynamiques de domination wébériennes, confrontées à la politisation des coopératives, entraînent diverses conséquences majeures dans nos coopératives rurales. En effet, la domination traditionnelle

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

consolide les hiérarchies sociales existantes, marginalisant les individus de moindre importance et perpétuant les liens de dépendance locaux. Par la suite, le charisme personnel du leadership confère une singularité au pouvoir, ce qui rend la coopérative instable et sujette à la dépendance des personnalités individuelles. En somme, l'administration légale-rationnelle de la coopérative a pour effet de détacher les membres ordinaires des mécanismes décisionnels. Ces formes d'hégémonie compromettent la démocratie participative, qui représente pourtant l'essence même du modèle coopératif. Ces mesures favorisent la concentration du pouvoir et l'établissement d'une oligarchie au niveau des instances dirigeantes. L'objectif collaboratif est progressivement négligé au profit d'intérêts politiques. La confiance et la cohésion au sein de l'organisation sont en déclin. Les règles deviennent des instruments de surveillance plutôt que de promouvoir la coordination. La coopérative voit son indépendance de plus en plus compromise face aux intervenants politiques.

4.3. Oligarchie organisationnelle : condition facilitatrice

Selon le principe conceptuel de Michels, l'engagement politique des coopératives rurales constitue un élément essentiel qui favorise l'oligarchie organisationnelle. D'abord, l'inclusion des coopératives au sein des structures politiques et administratives accroît la complexité organisationnelle, favorisant ainsi la spécialisation des postes de direction (Pierre Merle, 2012 :39). L'augmentation de la complexité réduit la faculté de contrôle des membres communs. L'accès aux ressources publiques comme les subventions, les programmes et les marchés se réalise par l'intermédiaire d'entités politisées. D'après Jean-Paul F. (2018), les dirigeants qui dominent ces canaux renforcent leur position, rendant leur succession plus difficile. La politisation encourage également la professionnalisation du leadership, les leaders collaboratifs se transformant en acteurs politiques locaux. Cela

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

renforce le gouffre entre les dirigeants et la base (Daniel Gax, 2004 :24). Par ailleurs, les membres peuvent développer une dépendance à la clientèle, échangeant leur soutien contre des avantages matériels, ce qui réduit la contestation interne. En fin de compte, la combinaison de la bureaucratisation, du contrôle de l'information et de la légitimation politique crée des élites durables, transformant l'oligarchisation non seulement en une possibilité, mais en une réalité structurelle au sein des coopératives rurales (Jean-Paul F., 2018 :23 ; Marie Dupont, 2016 :55). L'influence politique est favorisée par la concentration du pouvoir interne. Plus la structure interne est centralisée, plus la politisation devient aisée. La politisation des coopératives rurales donne lieu à l'émergence d'une oligarchie organisationnelle, ce qui entraîne plusieurs conséquences concrètes, notamment :

1. Diminution de la démocratie interne : quelques dirigeants prennent des décisions, limitant l'implication des membres ordinaires
2. Marginalisation des petits producteurs : ceux qui n'ont pas de relations politiques ou clientélistes sont généralement écartés des décisions et des avantages.
3. Subversion de l'objectif coopératif : les buts économiques et sociaux sont supplantés par des visées politiques ou partisanes.
4. Diminution de la confiance et de l'entraide : les participants se sentent moins investis dans la collaboration collective.
5. Solidification des élites durables : la direction devient stable et difficile à remettre en question, conformément à la loi d'airain de l'oligarchie.
6. Complexité bureaucratique et lourdeur administrative : la coopérative privilégie l'observance des procédures et des règles plutôt que la flexibilité locale.

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

7. La dépendance vis-à-vis de l'État et des fonds politiques : l'autonomie de la coopérative est compromise.
8. Augmentation des inégalités internes : quelques membres bénéficient de ressources ou d'avantages en fonction de leur statut politique.
9. Risques de tensions internes : les conflits potentiels entre des membres politisés et non politisés pourraient évoluer vers une structure interne.
10. Affaiblissement de la pérennité : la coopérative devient susceptible aux variations politiques ou au départ de leaders charismatiques.

4.4. Les coopératives comme arènes stratégiques (Crozier & Friedberg)

Les coopératives constituent des « systèmes d'action concrets » dans lesquels les acteurs politiques, les dirigeants locaux et les gestionnaires de coopératives interagissent en fonction de leurs marges de manœuvre et des rapports de force (Pierre-Yves B., 2019 :78). Initialement, la mission d'une coopérative consiste à mutualiser des ressources et à structurer la production, la commercialisation ou l'accès aux services pour le bénéfice de ses membres. Avec la politisation, l'importance de ses objectifs économiques et sociaux diminue. La coopérative sert principalement de plateforme pour l'exercice du pouvoir local, la distribution de ressources et le renforcement des clientèles politiques. Les décisions ne sont plus guidées seulement par l'intérêt général, mais aussi par la stratégie de groupe ou du leader (Daniel Gax, 2004 : 67). La coopérative devient un terrain de conflit où différents groupes essaient de contrôler l'accès aux ressources, aux postes de leadership et aux flux d'information (Pierre-Laurent Simoëns, 2010 : 57). Les leaders charismatiques ou traditionnels cherchent à se faire reconnaître comme des décideurs incontournables. Dans le jeu stratégique incessant entre les factions, jalonné d'alliances et de conflits, chaque

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

mouvement est rigoureusement préparé pour accroître l'influence et assurer des places dominantes. Les ressources économiques de la coopérative, comme les prêts, les fournitures et les marchés, deviennent des outils de domination politique. Effectivement, l'accès peut être biaisé, favorisant ceux qui sont proches du leader ou du parti politique dominant. Cela transforme la collaboration en un système de favoritisme, où l'adhésion et la loyauté politique prévalent sur la solidarité de pair à pair (Daniel Gax, 2004 : 30). Pour relever ces défis stratégiques, la coopérative devient bureaucratique. Les règlements, les statuts et les procédures servent à légitimer l'autorité des dirigeants. La gestion des informations et des documents administratifs évolue vers un outil stratégique pour maintenir l'oligarchie interne. La coopérative devient aussi un espace symbolique où les assemblées générales, les élections ou les projets constituent des occasions pour souligner l'autorité et la légitimité de ceux qui dirigent (Pierre-Yves B., 2019 : 29). D'après Francis Fukuyama (1995), le charisme, les relations politiques et la capacité à unir les membres deviennent des atouts stratégiques, presque au même niveau que le capital économique. Concernant les impacts sur les adhérents et la cohésion, les solidarités internes sont réorganisées en fonction des coalitions politiques plutôt qu'en se fondant sur l'intérêt coopératif. Les membres moins influents ou non affiliés sont écartés et la participation devient stratégique : les membres tentent de déterminer où se trouve le pouvoir plutôt que de contribuer aux décisions collectives.

La politisation transforme la coopérative rurale en un secteur stratégique, un domaine où se révèlent des dynamiques de pouvoir, de contrôle et de légitimité (Daniel Gax, 2004 : 21). Dans ce cadre, les acteurs mobilisent leurs atouts économiques, sociaux et symboliques pour renforcer leur statut. La coopérative ne sert plus seulement de moyen de collaboration,

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

elle s'est métamorphosée en un petit univers des dynamiques politiques locales, souvent au détriment de la cohésion et du rendement collectif.

La portée utilitaire de l'étude sur « La récupération politique des coopératives rurales : quand les structures paysannes deviennent des réservoirs électoraux en Côte d'Ivoire » réside dans sa capacité à produire des connaissances susceptibles d'être utilisées par les différents acteurs du monde rural. Sur le plan institutionnel, l'étude peut aider les pouvoirs publics à mieux comprendre les mécanismes d'instrumentalisation politique des organisations paysannes et à renforcer les dispositifs garantissant leur autonomie, leur transparence et leur gouvernance démocratique. Sur le plan organisationnel, elle peut permettre aux responsables de coopératives d'identifier les formes de dépendance politique et économique susceptibles d'affecter leur fonctionnement. Les résultats pourraient ainsi contribuer à renforcer la démocratie interne, la participation des membres et la reddition de comptes. Sur le plan social, l'étude peut contribuer à sensibiliser les producteurs sur les risques liés à la transformation des organisations paysannes en instruments de mobilisation électorale. Elle peut également favoriser une meilleure compréhension des rapports de pouvoir qui structurent les relations entre producteurs, dirigeants coopératifs et acteurs politiques. Sur le plan politique, les résultats peuvent contribuer à une réflexion sur les conditions d'une participation politique qui ne compromette pas l'autonomie des organisations rurales. L'objectif n'est pas d'exclure les coopératives de la vie publique, mais d'éviter que leur capacité de mobilisation collective soit utilisée exclusivement à des fins électorales. Enfin, sur le plan scientifique, cette recherche peut enrichir la sociologie politique et la sociologie économique en montrant que les coopératives rurales constituent non seulement des espaces de production et de solidarité, mais également des

espaces de pouvoir, de négociation et de mobilisation politique. Cette étude est de contribuer à une meilleure autonomisation des coopératives, à l'amélioration de leur gouvernance et à la limitation des formes d'instrumentalisation politique, tout en fournissant aux décideurs et aux organisations paysannes des éléments permettant de mieux comprendre et gérer les relations entre économie rurale et pouvoir politique.

Conclusion

L'étude de la réappropriation politique des coopératives rurales révèle un processus sociopolitique complexe, enraciné dans les tensions structurelles existantes entre l'autonomie organisationnelle, la dépendance économique et les tactiques politiques. Il ne s'agit pas seulement d'une exploitation opportuniste, mais d'une dynamique systémique qui inclut des éléments symboliques, organisationnels et structurels. Les coopératives, en tant qu'entités sociales, possèdent un capital social accumulé sur une période prolongée. Ce capital est un enjeu primordial pour les acteurs politiques qui souhaitent renforcer leur ancrage territorial. Ainsi, l'accent du processus est mis sur la conversion du capital social en capital politique. La politisation s'appuie sur les raisonnements mis en avant par d'importantes écoles sociologiques comme celle de Bourdieu, qui se concentre sur la transformation des capitaux, l'habitus communautaire et la domination symbolique. Pour Weber, cela fait référence aux modes de domination et à la légitimité. On évoque la gouvernance des ressources communes et le danger de captation, en se référant à Ostrom. Pour ce qui est de Michels, il traite du sujet de l'oligarchie organisationnelle. Pour ce qui est de Crozier & Friedberg, l'objectif est de mettre en évidence le rôle des acteurs et leurs possibilités d'action. L'utilisation politique des coopératives les convertit en zones d'influence où convergent aspirations économiques, manœuvres politiques,

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

processus bureaucratiques et objectifs locaux. Elle refonde la gestion interne, consolide la confiance parmi les membres, encourage l'entraide paysanne et modifie l'approche du rôle des coopératives. Sur le long terme, la politisation peut compromettre l'indépendance collaborative, engendrer des fractures internes et dégrader les systèmes d'autorégulation assurant aux organisations un fonctionnement en accord avec les principes de la démocratie économique. Elle contribue également à la consolidation des structures de pouvoir en place dans les régions rurales, renforçant ainsi l'influence des élites locales et révisant les relations entre l'État, les collectivités et les associations collectives. Pour comprendre les transformations du monde rural actuel, il est essentiel de saisir ces dynamiques. Les coopératives, loin d'être de simples acteurs neutres, jouent un rôle central dans les dynamiques de pouvoir qui façonnent l'économie, la société et la politique en milieu rural.

Sur le plan social, cette étude montre que la récupération politique des coopératives rurales dépasse la simple question électorale. Elle touche directement à l'autonomie des producteurs, à la cohésion sociale des communautés rurales et à la capacité des organisations paysannes à défendre collectivement leurs intérêts. Lorsque les coopératives deviennent des instruments de mobilisation politique, les liens de solidarité qui les fondent peuvent être progressivement transformés par des logiques de dépendance, de loyauté et de clientélisme. Cette situation peut favoriser des divisions entre membres, renforcer certaines formes d'inégalités et fragiliser la confiance au sein des organisations. Toutefois, l'étude met également en évidence le caractère ambivalent de ces relations. Les producteurs ne sont pas nécessairement de simples bénéficiaires ou victimes de la récupération politique. Ils peuvent utiliser leurs relations avec les acteurs politiques pour accéder à des ressources, obtenir des avantages ou améliorer

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

leurs conditions de production. La récupération politique apparaît ainsi comme un processus de négociation et d'échanges réciproques, dans lequel les différents acteurs poursuivent leurs propres intérêts. En définitive, la portée sociale de cette recherche réside dans la nécessité de préserver les coopératives comme des espaces autonomes de solidarité, de participation et de représentation des intérêts paysans. Elle invite donc à renforcer la démocratie interne, la transparence et la participation des membres afin que les coopératives puissent contribuer au développement rural sans devenir de simples relais de mobilisation électorale. L'enjeu n'est donc pas d'éloigner les coopératives de la vie politique, mais de garantir que leur engagement dans l'espace public demeure compatible avec l'autonomie, la cohésion sociale et les intérêts collectifs des producteurs. L'étude de leur politisation ouvre des pistes de recherche détaillées sur la résilience institutionnelle, la gouvernance à multiples niveaux, la durabilité organisationnelle, le renforcement des solidarités rurales et les conditions requises pour parvenir à une autonomie authentique face aux pressions politiques.

Bibliographie

DANIEL Gax, 2004**.** *La fabrique des élites économiques : Cooptation et reproduction*, Édition : La Découverte, 280 Pages
FRANCIS Fukuyama, 1995. *Confiance : les vertus sociales et la création de prospérité*, Édition : Free Press, Paris, 352 Pages
FRANCIS Fukuyama, 1999. « Capital social et société civile », Revue : Le Journal du FMI des études du développement, pp 91-108
JEAN-PAUL F, 2018. *La domination des élites : La cooptation et l'oligarchisation***,** Édition : La Revue Politique et Parlementaire, Paris, 200 Pages

REVUE ARCHIVES INTERNATIONALES _ CCA CONGO Vol 3 N°9 – Octobre 2026

JEAN-PAUL F, 2018. « La cooptation des élites dans les systèmes politiques »**,** Revue : Politique et Parlementaire, pp 15-30
MARIE Dupont, 2016. « Vers une oligarchisation des sociétés modernes », Revue : La Revue des Sciences Sociales, pp 45-60
PIERRE Bourdieu, 1979. *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Édition : Les Éditions de Minuit, Paris, 632 Pages
PIERRE Merle, 2012**.** *Les élites en France : Cooptation, oligarchie et démocratie***,** Édition : La Découverte, 250 Pages
PIERRE-LAURENT Simoëns, 2010. *Le capital social, une ressource pour la gouvernance locale*, Édition : Presses Universitaires, Paris, 150 Pages
PIERRE-YVES B, 2019. **«** Les mécanismes de reproduction des élites économiques », Revue : Politique Internationale, pp 80-95
PUTNAM Robert D, 2000. « Bowling Alone : L'effondrement et la renaissance de la communauté d'Amérique », Revue : Journal de la démocratie, pp 65-78